

J'ai lu avec consternation et inquiétude l'article paru dans *La République du Centre* de ce vendredi, au sujet de la gare routière d'Orléans et intitulé « *Le Conseil général et la mairie refusent d'ouvrir le débat : silence sur toute la ligne* ».

Que l'on ait la pudeur de ne pas faire de déclaration publique à l'issue d'un drame douloureux, je le comprends tout à fait.

Mais il serait incompréhensible de ne pas prendre le plus rapidement possible les mesures indispensables pour éviter un nouveau drame !

Peut-être de telles mesures ont-elles été prises. Je l'espère. Mais je l'ignore, comme d'ailleurs tous les habitants du Loiret.

Je ne suis membre ni du Conseil général ni du conseil municipal d'Orléans. On pourrait donc me dire que cela ne me concerne pas.

Mais en ma qualité d'élus de tout le Loiret, j'ai rencontré ces derniers jours des jeunes, des parents d'élèves, des élus. Tous m'ont dit la même chose : il faut tout faire pour éviter un nouveau drame !

Je n'imagine pas que des élus de bonne volonté ne puissent se réunir sans délai pour étudier les mesures à prendre dans l'immédiat, à court terme et à moyen terme.

Je dis : non ! Il n'est pas vrai qu'on ne peut pas unir les énergies sans délai !

J'ai donc écrit à Pierre-Etienne Bisch, préfet de la région Centre, préfet du Loiret, eu égard aux prérogatives qui sont les siennes en matière de sécurité publique, pour lui demander de réunir dans les plus brefs délais les représentants du Conseil général du Loiret, de la mairie d'Orléans, et l'ensemble des parlementaires du Loiret pour étudier tous ensemble, avec les services de l'Etat et les entreprises concernées, les mesures à prendre à court terme et à moyen terme.

Jean-Pierre Sueur